

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 BOURGES

BOURGES, le 19/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/07/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DYKA TUBE SAS

Avenue de l'Europe
18570 LA CHAPELLE ST URSIN

Références : Visite ICPE du 20/07/2022
Code AIOT : 0010001940

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/07/2022 dans l'établissement DYKA TUBE SAS implanté Avenue de l'Europe 18570 LA CHAPELLE ST URSIN. L'inspection a été annoncée le 06/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DYKA TUBE SAS
- Avenue de l'Europe 18570 LA CHAPELLE ST URSIN
- Code AIOT : 0010001940
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'installation DYKA tubes à La Chapelle-Saint-Ursin, est un site de fabrication de tubes et raccords d'assainissement.

La société REHAU a initialement été autorisée par l'arrêté préfectoral n°1999.1.724 du 6 août 1999 notamment modifié par l'arrêté préfectoral du 23 mars 2012. Les installations classées dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ont été mises à jour par le courrier préfectoral du 21 décembre 2016.

Le changement d'exploitant a été acté par récépissé du 15 juillet 2020.

Par courrier du 16 juin 2020, l'exploitant a informé monsieur le préfet du Cher, que les lignes de production utilisant du peroxyde organique ont été transférées vers des sites de fabrication en Allemagne. En conséquence, les suites de l'inspection du 29 mars 2018 relatives au stockage et à la production liés à ce produit (articles 8.5.2 et 8.5.4 de l'Arrêté préfectoral du 23 mars 2012) n'ont pas été traitées lors de l'inspection du 22 juillet 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la prévention de la pollution de l'air et de l'eau et le suivi de la consommation d'eau ;
- les conditions de stockage ;
- les déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article article 4	/	Sans objet
14	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article article 18	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AU STOCKAGE DE PNEUMA...	Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article chapitre 8.2	/	Sans objet
2	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 8.3.1.2.	/	Sans objet
3	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 8.3.1.3.	/	Sans objet
4	STOCKAGE DE MATIÈRES PREMIÈRES EN SILOS À L'EXTERIEUR DES...	Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 8.3.2	/	Sans objet
5	AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RESIDUAIRES	Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 9.2.2.	/	Sans objet
6	. AUTO SURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES	Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 9.2.4	/	Sans objet
7	VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX RESIDUAIRES APRÈS EPUR...	Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 4.3.9.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	.4. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMO...	Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 3.2.4.	/	Sans objet
9	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 4.1.1.	/	Sans objet
11	SUIVI DES DECHETS	Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 5.1.8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AU STOCKAGE DE PNEUMA...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article chapitre 8.2
Thème(s) : Risques accidentels, exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les produits finis, sauf encours de production en bout de ligne, sont stockés à l'extérieur des bâtiments,
Constats : Pas d'observation
Observations : L'inspecteur au jour de l'inspection, dans les bâtiments de production 1 et 5 n'a pas constaté de stockage de produits finis hors encours de production.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 8.3.1.2.
Thème(s) : Risques accidentels, exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Le stockage s'effectue sur des zones matérialisées au sol, à l'écart de toute source potentielle d'ignition, Une distance minimale d'1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure, [...], Des passages libres, d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté et non encombrés, sont réservés le long de chaque flot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie. [...]. Toutes dispositions sont prises pour éviter toute chute de produit sur les voies de circulation matérialisées au sol, La hauteur des stockages n'excède pas 3 mètres. [...] Le stationnement à proximité du stockage, en dehors des stricts besoins d'exploitation, de véhicules susceptibles par propagation de conduire à un incendie dans le stockage où d'aggraver les conséquences d'un incendie s'y produisant est interdit. [...]
Constats : Pas d'observation.
Observations : Le stockage s'effectue dans un hangar entièrement ouvert sur un côté, aucun véhicule en dehors d'un véhicule de manutention lié à l'exploitation n'est stationné à proximité. La hauteur de stockage n'excède pas trois mètres, et la distance d'un mètre entre le stockage et les parois est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 8.3.1.3.
Thème(s) : Risques accidentels, exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le bâtiment 9 est équipé de systèmes de détection incendie avec report d'alarme, reliés en permanence à un local interne où une présence humaine est assurée où à une société de surveillance. Le local ne peut être éclairé qu'au moyen de lampes électriques fixes,[...] Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des produits entreposés pour éviter leur échauffement. L'entrepôt ne renferme aucun appareil de chauffage à feu nu. Il est strictement interdit de fumer dans le dépôt. Cette interdiction est affichée à toutes entrées du bâtiment, Les consignes à observer en cas d'incendie et les numéros d'appel des services de secours et de police sont affichées à toutes entrées de l'entrepôt [...]
Constats : Pas d'observation.
Observations : L'interdiction de fumer est affichée à l'entrée principale de l'installation. L'exploitant indique que 2 centrales de détection incendie sont en place, ainsi les tests de bon fonctionnement de la zone 9 sont réalisés 4 fois par an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : STOCKAGE DE MATIÈRES PREMIÈRES EN SILOS À L'EXTÉRIEUR DES...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les silos situés à l'extérieur des bâtiments sont implantés au sein d'une zone protégée interdisant le stationnement de véhicules autres que ceux utilisés dans le cadre de l'approvisionnement des silos. Un système de protection est mis en place (barrière métallique, mur en béton, etc.) afin qu'aucun heurt des silos ne soit possible. [...] Chaque dépotage s'effectue sous la responsabilité d'une personne dûment désignée, La nature des produits stockés est affichée à proximité des silos. Chaque silo est muni d'un dispositif de mise à la terre, relié au réseau général de terre. Les canalisations de transport des matières premières sont dans la mesure du possible aériennes.
Constats : Pas d'observation.
Observations : Le jour de l'inspection aucune activité de dépotage n'était en cours, et aucun véhicule n'était stationné dans cette partie du site. Les silos sont protégés par des barrières métalliques de type routier pour les protéger des éventuels heurts. Le dépotage s'effectue sous la responsabilité soit de l'agent opérateur mélanges ou du cariste réceptionniste matières premières. L'exploitant a mis en place une procédure d'identification des silos par un numéro qui renvoie au produit stocké. La correspondance entre le produit stocké et le numéro est affichée dans le bureau des deux personnes responsables du dépotage. Ils sont responsables du choix des silos à réapprovisionner. L'inspecteur a constaté la présence de dispositifs de mise à la terre sur les silos. L'exploitant a indiqué que le transfert des matières depuis les silos vers les zone intérieures s'effectuent par des canalisations aériennes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RESIDUAIRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 9.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les mesures (concentrations) sont réalisées [...], à la fréquence définie dans le tableau ci-dessous :points de rejets 1 et 2: Température, pH, couleur, MES, DBO5, DCO, Hydrocarbures totaux, plomb, Phosphore:Périodicité annuelle.
Constats : Pas d'observation.
Observations : La dernière analyse a été effectuée en décembre 2021, l'exploitant indique planifier la prochaine intervention pour le dernier trimestre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : . AUTO SURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 9.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conduits 1 à 6: Les mesures (concentrations) sont réalisées selon les méthodes d'analyse normalisées en vigueur, à la fréquence définie dans le tableau ci-dessous : Débit, poussières, plomb: fréquence annuelle. Une mesure des rejets atmosphériques est effectuée[...] tous les ans, par un organisme agréé, Les mesures sont effectuées dans des conditions de fonctionnement représentatives de l'activité,
Constats : Pas d'observation.
Observations : Le dernier contrôle a été effectué en octobre 2021 par un organisme agréé, les mesures requises ont été réalisées. Le rapport de l'organisme de contrôle indique pour les conduits contrôlés que: "les vérifications ont été effectuées aux régimes réglés par l'exploitant, responsable de la représentativité de ses conditions de fonctionnement; fonctionnement nominal de la ligne de production".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX RESIDUAIRES APRES EPUR...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 4.3.9.
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies, Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 1 et 2 (Cf. repérage du rejet sous l'Article 4.3.5.) en mg/l MEST: 100 DBO5: 100 DCO: 300 Hydrocarbures totaux: 5 Plomb: 0.5 Phosphore: 2 MEST:
Constats : Conforme.
Observations : Les analyses effectuées sur les prélèvements des points de rejets 1 et 2 sont inférieures aux VLE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : .4. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMO...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 3.2.4.
Thème(s) : Risques chroniques, air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Concentrations instantanées en mg/Nm3 Conduits 1 à 6: Poussières: 100 et flux horaire inf ou égal à 1 kg/h Plomb: 5 si flux horaire > 25g/h HCl: 50 si flux horaire > 1 kg/h Conduit n°7 Poussières: 100 et flux horaire inf ou égal à 1 kg/h
Constats : Conforme.
Observations : Les mesures requises ont été réalisées. Le rapport édité le 24 novembre 2021, relatif aux prélèvements réalisés du 11 au 12 octobre 2021 n'amène pas de commentaire de l'organisme les ayant réalisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 4.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : Réseau public: 3000 m3 /an
Constats : Conforme.
Observations : L'exploitant indique avoir consommé 658 m3 d'eau sur le réseau public en 2021, et sur les six premiers mois de l'année 2022 la consommation est de 572 m3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : SUIVI DES DECHETS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 5.1.8
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant devra toujours être en mesure de justifier de la nature, de l'origine, du tonnage, du mode et du lieu de transport et d'élimination de tout déchet produit par ses installations. Pour les déchets industriels spéciaux, les dates d'enlèvement et les coordonnées des sociétés de transport et d'élimination doivent être précisées. Pour chaque enlèvement de déchet, les renseignements minima suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, listings informatiques...) et conservé par l'exploitant : - code du déchet selon la nomenclature, - origine et dénomination du déchet, - quantité enlevée, - date d'enlèvement, - coordonnées de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé, - coordonnées de la société chargée de l'élimination, - nature de l'élimination effectuée,
Constats : Voir les observations.
Observations : L'exploitant a présenté au jour de l'inspection le registre des déchets sortants. Ce registre comporte les éléments requis dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 mars 2012. L'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, ayant modifié les éléments requis dans les registres des déchets sortants applicable aux exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, le registre actuellement tenu par l'exploitant devra être complété des éléments requis par cet arrêté ministériel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.
Constats : L'exploitant n'a pas déclaré au ministre chargé des installations classées les déchets produits ou expédiés en 2021, cette quantité étant supérieure à 2 tonnes (106 tonnes).
Observations : L'exploitant indique avoir produit 106 tonnes de déchets dangereux en 2021. ces quantités n'ont pas été déclarées au ministre chargé des installations classées notamment via l'application GERE.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse risque foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. [...] Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l' article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.
Constats : L'analyse du risque foudre n'a pas été mise à jour suite à la modification intervenue ayant des répercussions sur les données d'entrée de l'ARF (suppression d'un silo équipé d'un dispositif anti-foudre).
Observations : L'exploitant indique avoir supprimé un silo de stockage sur lequel était implanté un dispositif de protection anti-foudre. A l'occasion de cette modification, une mise à jour de l' analyse du risque foudre n'a pas été effectuée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet